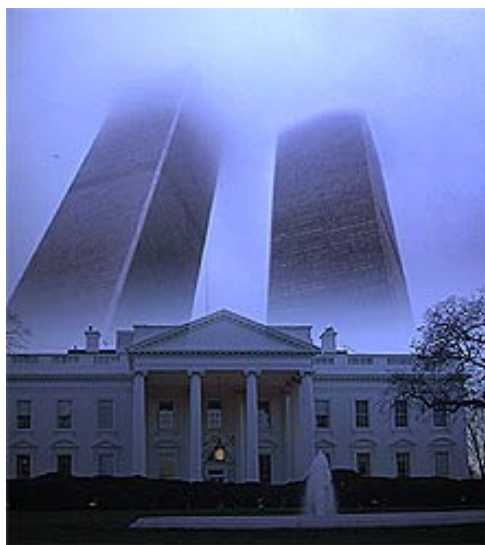


DES QUESTIONS SANS RÉPONSES

Le fantôme de la Maison-Blanche



Alors que la presse européenne voit dans l'élection présidentielle états-unienne un enjeu international majeur, outre-Atlantique deux figures politiques activistes tentent de resituer le fond du problème. La Démocrate Cynthia McKinney et la Républicaine Catherine Austin Fitts nous rappellent que peu importe lequel des deux candidats siègera au bureau ovale, un fantôme hantera les lieux tant que les questions des familles des victimes du 11 septembre resteront sans réponses. Nous reproduisons l'intégralité de leur tribune parue sur 911truth.org.

page 2

Spéculations sur l'après Arafat

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'état de santé de Yasser Arafat inquiète Danny Rubinstein car il s'agit d'un interlocuteur qui, par son prestige, est un vrai représentant des Palestiniens. Or, il n'existe pas d'autres dirigeants représentatifs avec lesquels négocier. Au contraire, Edward Abington et Amjad Atallah se réjouissent plutôt d'une possible disparition du vieux dirigeant palestinien car celui-ci sert d'excuse à Israël et aux États-Unis pour ne pas relancer le processus de paix.

page 7

REPÈRE : 28 OCTOBRE 1922

Un dictateur envoyé et protégé par Dieu

En Italie, le leader des « faisceaux italiens » (fascisti) Benito Mussolini s'empare du pouvoir avec le soutien actif de l'Eglise catholique. Le Pape Pie XI déclare, lors d'une messe grandiose en honneur du Duce, que « Mussolini est un homme qui nous est envoyé par la Providence Divine ». En échange de ces bons services, le dictateur signe les Accords du Latran qui restituent les États Pontificaux au Saint-Siège et reconnaissent la doctrine catholique comme primordiale en Italie. Quatre ans plus tard, le 31 octobre 1926, à Bologne, Mussolini échappera à un attentat commis par un militant de la Ligue athéiste, le jeune Anteo Zamboni, âgé de 15 ans, fils du leader anarchiste Mammolo Zamboni. Arrêté sur le champ, il sera lynché par les fascistes. Le Vatican fait diffuser dans les écoles et églises une image pieuse montrant la mort de l'enfant Zamboni, « jouet du Diable, ennemi de la Foi, puni par la main de Dieu ». ■



LE CARNAGE IRAKIEN EN CHIFFRES

L'élection présidentielle états-unienne pourrait bien précéder quelques révélations de taille sur la guerre d'Irak. Aux questions sur le véritable nombre de morts parmi la population civile directement imputables aux bombardements, aux opérations diverses ainsi qu'à l'occupation, un rapport publié par la revue médicale *The Lancet* apporte des réponses plus précises après une enquête de terrain : on estime au bas mot à 100 000 le nombre de victimes civiles irakiennes, qu'il faut ajouter aux estimations du nombre de victimes de l'embargo qui a précédé l'invasion. Concernant les pertes du côté de la coalition, loin de la propagande des médias conformistes qui font état de deux ou trois morts par jour en moyenne, le chiffre de 80 attaques quotidiennes contre les forces coalisées avancé par John Kerry la semaine dernière tend plutôt à confirmer l'analyse que nous avons faite de la situation militaire. Le magazine *Newsweek* affirme d'ailleurs, dans son édition de cette semaine, que le secrétaire d'État et ancien général Colin Powell a confié à des proches qu'il estime probable une victoire de la résistance. Celle-ci serait en effet parvenue à infiltrer totalement les forces irakiennes que la coalition tente de mettre sur pied. Or c'est précisément sur ces forces que George W. Bush comme John Kerry comptent s'appuyer pour gagner la guerre. ■

Des questions sans réponses

Le fantôme de la Maison-Blanche

Alors que la presse européenne voit dans l'élection présidentielle états-unienne un enjeu international majeur, outre-Atlantique deux figures politiques activistes tentent de resituer le fond du problème. La Démocrate Cynthia McKinney et la Républicaine Catherine Austin Fitts nous rappellent que peu importe lequel des deux candidats siègera au bureau ovale, un fantôme hantera les lieux tant que les questions des familles des victimes du 11 septembre resteront sans réponses. Nous reproduisons l'intégralité de leur tribune parue sur 911truth.org.



« Rumeur extravagante », « thèse insensée », « fariboles révisionnistes », « vicieuse théorie », « mensonges » [1]... La presse française n'a pas eu de termes assez durs pour qualifier le travail mené par Thierry Meyssan sur les attentats du 11 septembre. Comme s'il était illégitime de s'interroger sur la nature de ces événements, qui ont pourtant précipité les États-Unis dans un régime où les garde-fous démocratiques ont peu à peu disparu. Aujourd'hui, c'est justement au « pays des libertés » que ressurgit ce débat. La semaine passée, ce sont cent intellectuels qui ont apporté leur soutien aux

demandes des familles des victimes sur l'ouverture d'une véritable enquête indépendante [2]. Une initiative passée totalement inaperçue en France. Le « journal de référence » *Le Monde* a d'ailleurs consacré la même semaine un article à Sibel Edmonds sans mentionner que cette personnalité figure sur la liste de ceux qui refusent aujourd'hui la version officielle et réclament la vérité. Pour les médias français, le véritable enjeu réside dans l'élection présidentielle qui oppose pourtant deux candidats dont les positions sur les questions internationales sont très proches [3]. Il est heureux que, même de façon aussi tardive, de plus en plus de personnalités et d'intellectuels états-uniens se préoccupent du problème essentiel, c'est-à-dire l'acte fondateur du nouveau régime états-unien qu'ont constitué les attentats du 11 septembre. Cette tribune, cosignée par la Démocrate Cynthia Mc Kinney et la Républicaine Catherine Austin Fitts, sonne comme un coup de tonnerre en ce jour d'élection.

Tribune de Cynthia Mc Kinney et Catherine Austin Fitts :

Quelque chose s'élève des cendres du 11 septembre : le spectre des questions qui hanteront notre pays jusqu'à ce qu'on y réponde.

Plusieurs mois après la publication du rapport officiel de la Commission d'enquête sur le 11 septembre, au moment même où le Congrès commence à appliquer ses propositions de centralisation radicale des forces de sécurité, un nombre croissant d'États-uniens met en doute le récit fait par leur propre gouvernement de ce qui s'est vraiment passé le 11 septembre, et de quelle manière.

Dès le début, l'administration Bush s'est opposée aux investigations et à la transparence. Les familles des victimes du 11 septembre ont dû faire pression sur l'administration et le Congrès pour obtenir une enquête intégrale et indépendante. Elles se sont battues pendant 14 mois, bloquées à chaque étape par la Maison-Blanche.

Les chassés-croisés politiques ont atteint un tel niveau que les survivants de la pire attaque jamais survenue sur le sol américain ont été contraints de manifester silencieusement, munis de chandelles, devant la Maison-Blanche.

Une chapelle ardente pour la vérité

En décembre 2002, la Maison-Blanche a finalement approuvé la création d'une commission indépendante, présidée par l'ancien gouverneur du New Jersey Thomas Kean. Cependant l'administration a imposé la nomination d'un panel à sa discrétion, avec un angle de travail restreint aux échecs du renseignement et aux recommandations.

Les familles ont demandé une enquête globale, formulant près de 400 questions qu'elles ont adressées à la Commission Kean. Les membres de la commission ont déclaré qu'ils acceptaient volontiers ces requêtes. Mais leur rapport final a



Cynthia McKinney

ignoré la plupart des questions et les a laissées sans réponses. Figurant toujours sur le site Internet **September 11 Family Steering Committee**, ces questions rappellent les échecs de la Commission Kean à notre souvenir de manière frappante.

Désormais ces mêmes questions ont été soumises au procureur général de New York. La semaine dernière, le cabinet new-yorkais d'Eliot Spitzer s'est vu remettre **une plainte demandant l'ouverture d'une enquête judiciaire sur les crimes qui restent non**

élucidés, plus de trois ans après les faits [4].

Ainsi est né le fantôme de la Maison-Blanche

Conduit par des familles de survivants, des chercheurs indépendants, des journalistes et un nombre croissant de citoyens ordinaires, un « mouvement pour la vérité sur le 11 septembre » en pleine émergence a organisé plusieurs initiatives d'enquête citoyennes sur les événements du 11 septembre au cours de l'année passée. En tant que co-présidentes de la première Commission citoyenne sur le 11 septembre, qui s'est tenue dans la ville de New York en septembre, nous nous sommes vues confier la tâche de répondre aux questions ignorées par la Commission Kean.



Catherine Austin Fitts

Qu'avons-nous appris ? Nous avons pris connaissance d'éléments prouvant que des avertissements spécifiques préalables au sujet des attaques du 11 septembre avaient été émis depuis l'étranger. Nous avons pris connaissance de l'augmentation des enquêtes antiterroristes par le FBI et du manque de réaction durant les attaques de la part de hauts responsables, dont George W. Bush, Donald Rumsfeld et l'actuel chef d'État-major interarmes Richard Myers.

Nous avons appris que la toxicité de l'air à Ground Zero affecte toujours les pompiers, les premiers secouristes ainsi que les résidents de New York, et de quelle manière, durant les jours suivant le 11 septembre, la Maison-Blanche est intervenue pour empêcher l'Agence de protection environnementale de diffuser un avertissement important expliquant qu'il était dangereux de respirer l'air de la partie sud de Manhattan.

Nous avons également appris que, malgré le surprenant abandon de la procédure d'urgence standard en cas de détournement d'avion et pour la défense aérienne lors du 11 septembre, la Commission sur le 11 septembre échoue à lancer un appel pour que des responsabilités officielles soient établies.

Alors que les membres de la Commission Kean parcourent le pays pour défendre les conclusions de leur rapport, nous savons que beaucoup de gens se

manifestent pour leur poser des questions audacieuses sur ces problèmes et bien d'autres qui restent en suspend. Mais les gens ordinaires sont dépourvus des pouvoirs d'action judiciaire nécessaires pour faire toute la lumière sur les faits. Les enquêtes citoyennes n'avancent que jusqu'à une certaine limite.

Ainsi, certains parmi ceux qui ont témoigné devant nous à New York ont examiné la possibilité d'une enquête par un jury d'accusation. Les éventuels chefs d'accusation incluent négligence criminelle, manquement aux devoirs officiels, facilitation criminelle, responsabilité par complicité, conspiration et obstruction de la justice par de hauts responsables du gouvernement.

Ces chefs d'accusation, actuellement formulés dans la pétition au procureur général de la ville de New York, peuvent paraître extrêmes. Mais ils reflètent une inquiétude croissante parmi les citoyens. Un sondage effectué par Zogby International auprès de résidents de la ville de New York en août dernier révélait que 49 % d'entre eux pensent que de hauts responsables avaient une connaissance préalable des attaques et ont « consciemment échoué » à les prévenir. 41 % de l'ensemble des résidents de l'État de New York partageaient ce point de vue [5].

Un total de 66 % des résidents de la ville de New York interrogés s'accordait sur le fait que l'enquête sur le 11 septembre doit être rouverte par le Congrès ou par Eliot Spitzer. Une enquête parlementaire qui respecte le caractère pressant de ces questions aurait dû être ouverte depuis longtemps.

Dorénavant nous n'avons donc pas d'autre recours que de faire le pied de grue devant le bureau d'Eliot Spitzer. Tant que les questions sur le 11 septembre laissées sans réponse ne sont pas mises au repos par une investigation indépendante qui ne déclare hors limites aucune voie d'enquête légitime, elles continueront de hanter notre pays et la personne qui siègera à la Maison-Blanche l'année prochaine.

Cynthia McKinney, cinq fois élue au Congrès états-unien en tant que représentante pour le quatrième district de l'État de Georgie, de 1993 à 2003, a remporté les primaires de cette année pour la nomination démocrate à son ancien poste. Elle est donnée favorite pour les élections ayant lieu aujourd'hui. **Catherine Austin Fitts** est l'ancienne assistante du Secrétaire au logement de l'administration Bush père et ancienne directrice de gestion et membre du conseil d'administration de Dillon, Read & Co. Inc.

[1] « Internet véhicule une rumeur extravagante sur le 11 septembre », par Stéphane Foucart et Stéphane Mandard, *Le Monde*, 21 mars 2002 ; « 11 septembre : La rumeur révisionniste », *Le Point*, 5 avril 2002 ; « Crash chez Ardisson », par Daniel Schneidermann, *Le Monde*, 23 mars 2002 ; « Mensonge à Voltaire », par Pierre Marcelle, *Libération*, 26 mars 2002 ; « Pourquoi la démonstration de Meyssan est cousue de très gros fils blancs », par Fabrice Rousselot, *Libération*, 30 mars 2002 ; « Meyssan, une dérive conspirationniste mystérieuse », par Edouard Launet, *Libération*, 30 mars 2002.

[2] Voir « 100 personnalités contestent la version officielle du 11 septembre », *Voltaire*, 26 octobre 2004.

[3] Voir « Le programme commun Bush-Kerry », *Voltaire*, 15 octobre 2004.

[4] Voir « 100 personnalités contestent la version officielle du 11 septembre », *Voltaire*, 26 octobre 2004.

[5] Voir « Les New-Yorkais refusent la version officielle du 11 septembre », *Voltaire*, 31 août 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Spéculations sur l'après Arafat

Analyse

Le traité constitutionnel de l'Union européenne continue de générer un débat où tout et son contraire est invoqué en faveur ou contre ce texte. Ainsi, le président de l'Eurogroupe et Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker et l'ancien ministre travailliste britannique Robin Cook plaident en faveur de sa ratification mais en adoptant des arguments contraires. Dans une interview au *Figaro*, le premier affirme que ce traité permettra de favoriser l'intégration européenne en soutenant la constitution de « groupes pionniers » servant de moteur à l'Europe. Au contraire, pour le second dans le *Guardian*, les Britanniques n'ont pas à s'inquiéter d'un texte qui ne prend pas la direction du fédéralisme mais au contraire renforce les décisions intergouvernementales. Au passage, le travailliste utilise un argument employé aussi bien par les partisans du « oui » que par les partisans du « non » : refuser/accepter (selon l'auteur) ce texte, ce serait jouer le jeu de George W. Bush.

Dans l'*International Herald Tribune*, les parents du journaliste Daniel Pearl, Judea et Ruth Pearl, demandent l'unité du « monde civilisé » contre les terroristes qu'ils n'hésitent pas à présenter comme pire que les nazis. Ce faisant, ils continuent de pratiquer des amalgames dans leur analyse, mélangeant la situation au Pakistan et celle en Irak, imputant toutes les disparitions d'étrangers dans ce pays à une même entité et laissant entendre que les décapitations d'otage n'ont pas donné lieu à des condamnations de la part des autorités musulmanes, ce qui est faux. Ainsi, bien que Judea Pearl anime une organisation affichant pour vocation la mise en place d'un dialogue entre juifs et musulmans, il utilise les mêmes outils rhétoriques que les partisans de la guerre des civilisations.

Le député travailliste israélien Isaac Herzog vante dans le *Guardian* le plan de désengagement de Gaza et affirme qu'une telle initiative donne une chance à la reprise des négociations. Oubliant que le conseiller du Premier ministre Dov Weisglass a affirmé à *Ha'aretz* que l'objectif du désengagement était le gel du processus de paix, il affirme qu'Israël a désormais fait un pas en avant et que la balle est désormais dans le camps des Palestiniens qui doivent prendre des mesures contre le terrorisme. En tentant de convaincre les Britanniques, le député travailliste participe à l'un des objectifs du plan de désengagement : diminuer la pression internationale contre la politique coloniale d'Israël alors que ce pays étend son emprise en Cisjordanie.

Cet objectif est favorisé par la maladie de Yasser Arafat dont l'incapacité à gouverner ou la mort pourrait provoquer une crise de succession. Cette situation inquiète le journaliste Danny Rubinstein dans *Ha'aretz*. Pour l'auteur, qu'on apprécie ou non Arafat, il s'agit d'un interlocuteur qui, par son prestige, est un vrai représentant des Palestiniens. Or, il n'existe pas d'autres dirigeants représentatifs avec lesquels négocier. Au contraire, Edward Abington et Amjad Atallah se réjouissent plutôt d'une possible disparition d'Arafat dans le *Los Angeles Times*. Le vieux dirigeant palestinien sert d'excuse à Israël et aux États-Unis pour ne pas relancer le processus de paix, s'il disparaît ces deux pays seront obligés de changer de discours et de relancer effectivement les discussions. Pour cela, il faut toutefois un représentant légitime des Palestiniens et, comme Rubinstein, les auteurs demandent l'organisation d'élections dans les territoires, des élections bloquées par Israël.

James Dobbins, président de la Rand Corporation, poursuit dans l'*International Herald Tribune* sa campagne en faveur de l'indépendance du Kosovo. Il se félicite de la victoire du parti d'Ibrahim Rugova, signe selon lui que les Kosovars veulent obtenir pacifiquement l'indépendance, mais fustige l'attitude des Serbes dont moins d'un pour cent a participé à l'élection. Pour l'auteur, il n'y aura de réconciliation entre « Albanais » (en réalité les populations albanophones) et Serbes qu'une fois que l'indépendance du Kosovo aura été reconnue et que la possibilité d'une réunification de tout ou partie de ce territoire avec la fédération de Serbie-Monténégro aura été définitivement écartée.

Grand artisan de l'éclatement de la Yougoslavie lors des accords de Dayton, le néo-conservateur démocrate Peter W. Galbraith se penche aujourd'hui sur le cas irakien. Dans le *Boston Globe*, il reprend le type d'argumentation du candidat démocrate à la vice-présidence John Edwards en blâmant l'administration Bush pour sa gestion de l'après-guerre en Irak, tout en préparant l'opinion à une attaque contre l'Iran. Ainsi, il met en garde les lecteurs contre le pillage des anciens centres nucléaires irakiens (inutilisés depuis 1991) par l'Iran. Le programme nucléaire irakien fantôme est ainsi recyclé en un nouveau prétexte pour une aventure coloniale. Ce n'est pas la première fois que le programme d'armement irakien, dont l'inexistence est pourtant un fait avéré, est mis en avant pour justifier d'autres attaques. Rappelons ainsi qu'il a été affirmé que les pseudos armes de destruction massive irakienne étaient parties pour la Syrie, voire qu'elles avaient été utilisées au Darfour.

Réseau Voltaire

Jean-Claude Juncker



Jean-Claude Juncker est Premier ministre et ministre des Finances du Luxembourg (pays qui assurera la présidence de l'Union européenne à partir de janvier 2005). Il vient d'être désigné à la tête de l'Eurogroupe.

« Aux Etats d'assumer leurs responsabilités »

Source : Le Figaro

Référence : « Aux Etats d'assumer leurs responsabilités », par Jean-Claude Juncker, *Le Figaro*, 29 octobre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

José Manuel Barroso a eu raison de repousser le vote concernant sa commission. Bien que nous ayons connu une crise, cette situation montre que le processus démocratique européen fonctionne. Il revient aux gouvernements des Etats membres dont les commissaires désignés ont été mis en cause par le Parlement européen d'assumer leurs responsabilités pour permettre à M. Barroso de trouver une réponse adéquate le plus rapidement possible. Le traité constitutionnel comporte des avancées qui sautent aux yeux : la mise en place d'un ministre des Affaires étrangères, la réarticulation de l'échafaudage institutionnel pour le rendre plus efficace, l'accroissement des pouvoirs du Parlement européen, le passage à la majorité qualifiée dans certains domaines et la reprise d'une bonne partie des traités antérieurs. D'autres avancées sont plus discrètes comme celles permettant, à terme, de multiplier le nombre de sujets donnant lieu à des votes à la majorité qualifiée. Bien sûr, ce texte ne correspond pas à mon idéal européen. Mais je me refuse à établir ce genre de comparaison. Il s'agit d'un compromis honorable, sinon parfait, entre les exigences de 25 pays.

En 1997, j'étais contre la candidature turque, aujourd'hui je suis pour mais ce n'est pas moi qui ai changé, c'est la Turquie. A l'époque, j'avais dit : "Un pays qui pratique la torture n'a pas sa place à la table de l'Europe.", aujourd'hui, je ne peux que constater les évolutions et les réformes courageuses mises en place par le gouvernement de **Recep Tayyip Erdogan**. Je pense que les conditions pour entamer les négociations le 6 octobre sont remplies. Je pense que les prochains élargissements seront tous plus difficiles que ceux que nous avons connus dans le passé et il est possible que la Turquie ou l'Union européenne estime que finalement, son adhésion n'est pas souhaitable. De la même façon, avec les pays candidats qui suivront, il faudra des négociations renforcées, car les obligations morales et historiques seront moindres qu'avec les pays de l'Europe de l'Est. Idéalement, il faudrait que l'Union à 25, 28 ou 30 marche d'un même pas. Mais je doute qu'elle y parvienne. C'est pourquoi j'attache une grande importance au mécanisme des coopérations renforcées contenu dans le traité constitutionnel. L'Eurogroupe est une forme de coopération renforcée qui ne dit pas son nom, il peut avoir un rôle moteur.

Robin Cook

Robin Cook est ancien ministre travailliste britannique des Affaires étrangères et des Relations avec le Parlement. Il a démissionné du gouvernement de Tony Blair juste avant la guerre en Irak pour marquer son opposition au conflit.

« Une Europe forte ou le capitalisme sauvage états-unien de Bush »

Source : The Guardian

Référence : « A strong Europe - or Bush's feral US capitalism », par Robin Cook, *The Guardian*, 29 octobre 2004.

Aujourd'hui, à Rome, les Premiers ministres des 25 nations de l'Union européenne se rassemblent pour signer la Constitution commune et pour s'engager sur les mêmes règles en matière de Droits de l'homme et de valeurs démocratiques. C'est un événement exceptionnel quand on songe aux guerres qui ont déchiré ces nations et quand on pense que le tiers des États signataires de la Charte des droits fondamentaux étaient des satellites soviétiques. On peut ajouter à cela que deux d'entre eux ont eu les derniers régimes fascistes d'Europe et qu'un autre était dirigé par une junte militaire.

Pourtant, peu de gens se réjouissent de ce triomphe en Grande Bretagne. Ceux qui affirment qu'il s'agit d'un succès s'exposent à des attaques sévères de la part du *Daily Mail*, de la presse de Murdoch ou du *Daily Telegraph*, des journaux qui ne comprennent pas que dans un monde interdépendant, il est obligatoire de faire des concessions, qu'on soit membre ou non de l'Union européenne. Au contraire, ce texte devrait être bien accueilli par ceux qui ne veulent pas du fédéralisme car le texte renforce la dimension intergouvernementale. Il faut convaincre les électeurs du bien fondé de ce texte à présent mais organiser un référendum n'est pas forcément la meilleure façon de procéder. Toutefois, un échec dans le référendum serait un sévère coup d'arrêt.

Trois quart du texte est déjà appliqué et est issu de textes existant. La gauche doit soutenir ce texte car il inscrit dans un texte le modèle social européen, un modèle assiégé depuis quatre ans par l'administration Bush.

Judea Pearl, Ruth Pearl



Judea Pearl est président de la Daniel Pearl Foundation et père de Daniel Pearl.

Ruth Pearl est la mère de Daniel Pearl.

« Plus de meurtres publics »

Source : International Herald Tribune

Référence : « No more public murders », par Judea Pearl et Ruth Pearl, *International Herald Tribune*, 29 octobre 2004.

Alors que de plus en plus de personnes sont prises en otage et assassinées en Irak, des millions de citoyens de par le monde s'inquiètent pour l'avenir de la société civilisée. Toutes les nationalités et toutes les religions ont été touchées et l'enlèvement de Margareth Hassan doit nous amener à chercher une réponse active à cette nouvelle forme de violence.

Près de 150 étrangers ont déjà été capturés en Irak et 30 d'entre eux sont morts. Il y a deux ans et demi, quand le monde réagissait au meurtre brutal de notre fils, nous espérions que les vies d'autres innocents ne seraient plus prises de la

sorte et que le monde civilisé s'unirait contre ce type de mal. Nous avons tort. Les nouvelles vagues d' "exécution spectacle" montrent que ce conflit est différent de ceux que nous avons connu par le passé. Contrairement aux nazis qui cachaient leurs crimes, ces meurtriers là les exhibent. Si nous voulons éviter que ce type de crimes ne devienne la norme, nous devons nous battre pour que ces hideuses pratiques redeviennent de l'ordre de l'inconcevable. Les médias ne doivent plus donner la parole aux terroristes pour ne plus attiser leur goût pour la barbarie. L'ONU doit déclarer que ces pratiques sont des crimes contre l'humanité et les dirigeants religieux de toutes confessions doivent condamner ces crimes. Les dirigeants musulmans notamment doivent lancer des fatwas contre leurs auteurs.

Il faut aussi promouvoir le dialogue interculturel.

Isaac Herzog



Avocat et ancien secrétaire de cabinet d'Ehud Barak, Isaac Herzog est le chef du groupe parlementaire travailliste à la Knesset.

« Pour leur plus grand plaisir »

Source : The Guardian

Référence : « Music to their ears », par Isaac Herzog, *The Guardian*, 29 octobre 2004.

Cette semaine, Israël a pris l'une des principales mesures pour la paix en 30 ans quand la Knesset a voté en faveur du plan de désengagement de la bande de Gaza, ce qui relance un processus de paix agonisant. Je suis député travailliste à la Knesset et nous avons toujours été des opposants résolus du **Likoud**. Mais cette fois, j'espère que les commentateurs étrangers vont comprendre l'importance de la mesure préconisée par **Ariel Sharon**, une mesure qui lui fait prendre le risque d'être condamné par son parti et qui lui vaut des menaces de mort de la part des extrémistes israéliens et palestiniens.

Les travaillistes ont été les premiers à préconiser un retrait de Gaza. Nous ne le faisons pas comme Rabin dans le cadre d'un échange de territoire contre la paix mais en échange d'un retour à la confiance. Nous n'avons malheureusement pas de garanties de la part des Palestiniens. Le danger, c'est que les terroristes essayent de détruire cet espoir de paix et c'est pour cela que l'Autorité palestinienne doit travailler préventivement à la lutte contre les terroristes. Sans cela, il n'y aura pas de confiance permettant une réouverture des négociations. On comprend rarement qu'il est important de restaurer la confiance des Israéliens dans les négociations. Il faut donc que la communauté internationale s'assure que les Palestiniens saisissent cette chance.

Edward Abington, Amjad Atallah

Ancien consul général des États-Unis à Jérusalem (1993-1997), Edward Abington est consultant politique auprès de l'Autorité palestinienne.

Amjad Atallah est ancien conseiller juridique des équipes de négociations de l'OLP et de Mahmoud Abbas.

« Les États-Unis doivent sauter sur l'occasion de résoudre le problème palestinien »

Source : Los Angeles Times

Référence : « U.S. Should Jump at This Chance to Resolve the Palestinian Issue », par Edward Abington et Amjad Atallah, *Los Angeles Times*, 31 octobre 2004.

Le gouvernement états-unien a manqué de nombreuses opportunités d'en finir avec le conflit israélo-palestinien mais une nouvelle opportunité s'ouvre avec l'hospitalisation de **Yasser Arafat**. Quel que soit le vainqueur mardi, il devra agir vite. L'année dernière, **Ariel Sharon** a convaincu le gouvernement états-unien d'abandonner la " feuille de route " et de le soutenir dans la mise en place d'un arrangement intérimaire à long terme. Ce dernier est fondé sur la création d'un mini-État à Gaza lié à des enclaves palestiniennes, pendant qu'Israël continue son intégration de la Cisjordanie.

Arafat servait d'excuse à cette politique : tant qu'il restait au pouvoir, les négociations ne pouvaient pas se poursuivre. Toutefois, aujourd'hui, cette excuse se trouve dans un hôpital à Paris et les décisions politiques quotidiennes sont prises par les institutions palestiniennes et notamment Mahmoud Abbas, numéro 2 de l'OLP ou le gouvernement d'Ahmed Qoreï. Aujourd'hui, les États-Unis ont une chance de transposer leur discours en actes en aidant les Palestiniens qui cherchent à mettre un terme au conflit.

Pour cela, il faut offrir une véritable chance de paix. Le plus tôt possible après l'élection, le président devra désigner un envoyé spécial dans la région chargé de défendre une politique arrêtée par le Quartet diplomatique. Celle-ci devra proposer une série de solutions précises fondées sur l'initiative de Genève. Il faut aussi organiser des élections en Palestine afin de départager la " vieille garde " et la " jeune garde ".

Danny Rubinstein



Danny Rubinstein est journaliste et chroniqueur pour le quotidien israélien

« N'intervenez pas, ils cherchent un héritier »

Source : Ha'aretz

Référence : « Don't interfere, they're looking for an heir », par Danny Rubinstein, *Ha'aretz*, 29 octobre 2004.

D'un point de vue palestinien, le départ de **Yasser Arafat** de la direction politique est un grand vide qui sera difficilement comblé car il est considéré comme le père de la nouvelle nation palestinienne. Depuis son élection en 1968

Ha'aretz.

au poste de président du comité exécutif de l'OLP, son statut est supérieur à celui de toutes les grandes figures palestiniennes historiques. Aucun des successeurs potentiels d'Arafat n'a son prestige ou son autorité personnelle. Arafat a été présenté comme un obstacle à la paix mais en Cisjordanie ou à Gaza, il reste la seule figure d'autorité. Peut-être que son ou ses héritiers seront plus conciliant mais cela n'aura pas grand intérêt car ils n'auront pas un iota de son influence ou de son pouvoir. Après Arafat, les territoires palestiniens vont sombrer dans le chaos. Israël doit s'y préparer mais surtout pas soutenir telle ou telle personnalité contre une autre car tous les favoris de Tel-Aviv seront présentés comme des agents étrangers et délégitimés. En fait, seul un homme perçu comme un ennemi d'Israël recevra une légitimité. Marwan Barghouti est ainsi considéré comme le favori des Palestiniens.

La voie la plus sage est d'autoriser les élections dans les territoires.

James Dobbins



James Dobbins est directeur de la Rand Corporation. Il a été l'envoyé spécial de l'administration Bush en Afghanistan et il avait supervisé auparavant les opérations de maintien de la paix au Kosovo, en Bosnie, en Haïti et en Somalie.

« Les Kosovars ont besoin de savoir vers où ils sont dirigés »

Source : International Herald Tribune

Référence : « The Kosovars need to know where they're headed », par James Dobbins, *International Herald Tribune*, 29 octobre 2004.

Les récentes élections au Kosovo montrent la stabilité des électeurs kosovars, la détermination de la majorité d'entre eux à parvenir pacifiquement à l'indépendance et l'échec de la politique des " statuts avant les règlements " de la communauté internationale.

Tout semble indiquer que la Ligue démocratique du Kosovo d'Ibrahim Rugova va remporter le vote. Rugova incarne la quête des Albanais pour l'obtention pacifique de leur indépendance. Même au sommet du nettoyage ethnique serbe de 1999, la population se tournait vers Rugova pour qu'il détermine leur direction politique, et non vers l'armée de libération du Kosovo, d'après les sondages menés dans les camps de réfugiés. Beaucoup de membres de la communauté internationale sont surpris du boycott des Serbes mais ce n'est pas étonnant. Les Serbes savent qu'ils ne peuvent pas obtenir la majorité à l'assemblée kosovare, donc ils préfèrent lui dénier toute légitimité en ne votant pas.

La réconciliation ne pourra pas avoir lieu tant que les Albanais et les Serbes ne sauront pas dans quelle direction se dirige le Kosovo et tant que les Serbes rêveront d'une Serbie réunifiée. Il faut que les États-Unis et l'Union européenne mettent en place une " feuille de route " vers l'indépendance.

Peter W. Galbraith



Membre du Centre for Arms Control and Non-Proliferation de Washington, Peter W. Galbraith fut négociateur des accords de Dayton, puis premier ambassadeur des États-Unis en Croatie. Il est professeur au National War College. Il était présent dans la zone d'où est partie la rébellion kurde, en 1991, et est favorable à la création d'un Kurdistan indépendant.

« Témoin oculaire de l'échec irakien »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Eyewitness to a failure in Iraq », par Peter W. Galbraith, *Boston Globe*, 27 octobre 2004.

« Eyewitness to failure in Iraq », *International Herald Tribune*, 29 octobre 2004.

En 2003, j'ai été voir **Paul Wolfowitz** pour lui dire ce que j'avais vu à Bagdad suite au renversement de Saddam Hussein. Pendant près d'une heure j'ai décrit les conséquences catastrophiques de l'invasion et la colère des Irakiens contre nous. J'ai également décrit deux événements, l'un dont j'ai été le témoin, l'autre qui m'a été raconté.

Le 16 avril 2003, une foule a attaqué et pillé l'équivalent du centre de contrôle des maladies et ont pris des échantillons du virus du Sida ou de la fièvre noire.

Les troupes états-uniennes, stationnées à deux rues de là ne sont pas intervenues car elles ne savaient pas qu'il y avait là quelque chose à défendre.

De la même manière, des pillards ont également mis la main sur du matériel nucléaire irakien entreposé dans des dépôts. Les barils d'uranium ont sans doute été vidés de leur contenu puis utilisés pour chercher de l'eau mais cela aurait pu être beaucoup plus grave si les pillards avaient su ce qu'ils prenaient. Ces bâtiments n'étaient pas secrets et ils auraient dû être défendus.

Aujourd'hui, les pillages ne sont plus spontanés, au gré de foules qui ne savent pas ce qu'elles pillent. D'après l'**Agence Internationale de l'Energie Atomique** (AIEA), on assiste à un pillage systématique des installations ayant un jour servi au programme nucléaire. Le matériel volé se dirige vraisemblablement vers l'Iran. Pourtant, le matériel irakien était répertorié avant la guerre mais **L. Paul Bremer** admet aujourd'hui que les États-Unis manquaient de troupes et que ces dernières ne disposaient des renseignements suffisants.

Même après mes avertissements, les responsables du Pentagone n'ont rien fait pour aider à la sauvegarde des sites nucléaires. J'ai soutenu le renversement de Saddam Hussein et je pense que l'Irak est mieux sans lui. Cependant, je considère aussi que le vol de matériel peut être évité avec une meilleure stratégie d'après guerre.